

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	4
Introduction.....	8
1. Écrire en commission mixte : une innovation	9
2. Méthodologie de l'écriture collective : approches historiennes.....	13
3. Enjeux historiques, mémoriels et pédagogiques de la guerre du Cameroun	20

SECTION I

LES PREMIÈRES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LES FORCES ÉMANCIPATRICES

AU CAMEROUN (1916-1955) : DÉFENSE DES INTÉRÊTS FRANÇAIS, CONTRÔLE DE LA VIE POLITIQUE ET VIOLENCES	25
---	----

PROLOGUE

De la quête du mandat de la Société des Nations à l'installation de l'ordre colonial au Cameroun	26
1. La Première Guerre mondiale en Afrique et la perte des colonies allemandes, une opportunité pour la France et le Royaume-Uni de s'emparer du Cameroun	27
2. Le mandat de la Société des Nations : un outil de renforcement du contrôle français sur le Cameroun ?	32
3. Le nationalisme camerounais de l'entre-deux-guerres	35

1027

PREMIÈRE PARTIE

Sorties de guerre : une remise en question multiforme de l'ordre mandataire (colonial) de la France au Cameroun (1944-1948)	44
A. De l'expérience de guerre à la mise en place du <i>trusteeship</i> : la défense des intérêts français au Cameroun.....	45
1. Le Cameroun et la guerre mondiale : un tournant majeur ?	45
2. La conférence de Brazzaville et ses échos camerounais.....	58
3. Du mandat à la tutelle sur le Cameroun : l'action diplomatique française à l'Onu	65
B. L'émergence des forces contraires au <i>statu quo</i> voulu par les autorités coloniales françaises	79
1. L'émergence d'un syndicalisme actif au Cameroun.....	79
2. Le rôle ambigu des associations régionales au Cameroun : collaborer ou s'opposer aux autorités coloniales ?.....	85
3. Le Cameroun sous tutelle britannique : un environnement politique effervescent et inspirant ?	92
C. Les autorités françaises et les événements violents de Douala : un moment catalyseur et révélateur des changements en cours	95
1. Le déroulé des événements violents de septembre 1945 à Douala	96
2. Effets du contexte économique de la Seconde Guerre mondiale	100
3. La responsabilité des colons dans les événements violents de Douala	102
4. Les responsabilités de l'administration	105
5. Les sanctions à la suite des événements : deux poids, deux mesures	106

DEUXIÈME PARTIE

Les autorités françaises face à l'effervescence émancipatrice et nationaliste au Cameroun (1946-1955)	110
--	-----

A. L'irrésistible ascension de l'UPC	112
1. Naissance, programme et succès de l'organisation de l'UPC, l'Udefec et la JDC	112
2. Le développement de l'UPC dans deux espaces privilégiés : les régions de l'ouest et de la Sanaga-Maritime	119
3. À rebours de l'historiographie : une diffusion relativement réussie de l'UPC dans les autres espaces du pays	130
4. L'UPC au-delà des frontières du Cameroun sous tutelle française	139
B. Les partis de collaboration : créations des autorités françaises pour contrer l'UPC	155
1. Des partis politiques au service de l'administration française	155
2. Une galaxie de partis plus ou moins opérante	158

SECTION 2

LES RÉPRESSIONS POLYMORPHES, DU MOMENT 1955

À LA GUERRE EN SANAGA-MARITIME	167
--------------------------------------	-----

PROLOGUE

Le moment 1955	170
1. Un contexte marqué par le succès croissant de l'UPC	172
2. Roland Pré : un nouveau Haut-Commissaire anticomuniste	176
3. Scénario de la séquence répressive du mois de mai 1955	182
5. La fin du moment 1955 : traques et interdictions	198

1028

PREMIÈRE PARTIE

Les différentes modalités de la répression : enjeux, pratiques et acteur·rices	206
A. Contrôler la vie politique, civile et médiatique	207
1. Encadrer la vie politique	208
2. Contenir les opinions nationalistes	227
3. Réprimer les voix dissidentes : une guerre médiatique ?	245
4. Une diplomatie de la répression hors des frontières de tutelle	261
B. « Maintenir l'ordre » colonial face aux nationalistes	287
1. Mobiliser les forces de répression	289
2. Des nationalistes sous surveillance	304
3. La répression par les « corps habillés »	310
4. Arrêter, condamner et emprisonner : la justice au service de la répression	318

DEUXIÈME PARTIE

Faire la guerre à l'UPC (1956-1958)	340
1. Désigner la guerre	342
2. Travailler sur les maquis	344
3. Penser la 'guerre contre-révolutionnaire'	346
A. La stratégie guerrière de l'UPC	350
1. Le CNO, la structure paramilitaire de l'UPC en Sanaga-Maritime	351
2. Le SDNK en région Bamiléké, espace de contestation, espace d'implantation militaire	354

3. Mener la guerre au maquis : modalités et pratiques.....	355
B. Le dispositif militaire, du « maintien de l'ordre » à la guerre	364
1. Structures et effectifs : un état des lieux des dispositifs militaires (août 1956)	364
2. Les expériences partagées des nouveaux cadres civils et militaires de la répression	369
3. De la « Zoe » à la « Zopac », la marche vers la guerre en Sanaga-Maritime (1956-1957)	376
C. L'imaginaire colonial d'une 'guerre contre-révolutionnaire'	391
1. Les représentations racialistes de l'armée, un héritage colonial au cœur de la guerre.....	391
2. De l'Indochine au Cameroun, la DGR ou le transfert d'une culture militaire.....	396
3. Les populations civiles pour l'armée française : enjeux, objets et actrices de la guerre	402
D. La « pacification », des pratiques au cœur de la guerre « moderne ».....	406
1. Une première déclinaison des camps de « regroupement » au Cameroun (1958).....	406
2. L'« action psychologique », une violence culturelle et politique à l'encontre des civil-es	418
3. Le sort des populations déplacées : du « déracinement » à la « villagisation » ?	424
E. Combattre en Zopac : la dimension « opérationnelle » de la guerre	431
1. Derrière l'enjeu du renseignement, la question de la torture et de son invisibilisation.....	431
2. La 'contre-guérilla' : rechercher les combattant-es, détruire les maquis	438
3. L'assassinat de Ruben Um Nyobè, acmé de la dynamique répressive.....	443
4. Un bilan chiffré de la répression militaire dans la Zopac est-il possible ?.....	457

SECTION 3

LES AUTORITÉS FRANÇAISES AU CŒUR DU PROCESSUS

DE TRANSITION CAMEROUNAISE (1958-1964) : UN TOURNANT ?.....467

1029

PROLOGUE

Le moment 1960	468
1. Enjeux historiographiques autour des indépendances : questionner la « Françafrique »	470
2. Ahmadou Ahidjo : « l'homme des Français »	472
3. Le retour « opportun » du général de Gaulle : les incidences de la crise de mai 1958 au Cameroun	475
4. La mission de visite de l'Onu au Cameroun (octobre 1958) : une « mission Potemkine » ?	477
5. Vers la mise en place d'un régime autocratique et autoritaire soutenu par les autorités françaises	481

PREMIERE PARTIE

Le rôle des autorités françaises dans le processus camerounais de transition institutionnelle au tournant de l'indépendance.....	488
A. Contrôler la transition politique camerounaise de l'après-indépendance : vers une « coopération multiforme » ?.....	490
1. Du statut de tutelle aux accords dits de « coopération » (1957-1958)	492
2. Sécuriser les accords franco-camerounais à l'aube de l'indépendance (1959-1960).....	495
3. Le temps du traité de coopération et des accords secrets (13 novembre 1960).....	498
B. S'adapter pour préserver son influence : la <i>realpolitik</i> de l'ambassade française et des agents de la « coopération » face à l'autoritarisme d'Ahidjo	504

1. Gérer la « vitrine » de la transition : des cérémonies de l'indépendance du Cameroun à l'implantation du réseau consulaire.....	504
2. L'ambassadeur Bénard, « véritable président du Cameroun » ?	511
3. Les magistrats français au Cameroun, entre coopération prudente et compromission avec le régime autoritaire d'Ahidjo.....	518
C - Contributions françaises à la sécurité et au « maintien de l'ordre » au Cameroun au tournant de l'indépendance.....	530
1. La réorganisation de la police et de la Sûreté	530
2. Le renseignement français, le Cameroun et la politique de Foccart.....	532
3. Coopérants techniques, pratiques de « maintien de l'ordre » et torture	538
D. L'influence française dans la réunification du Cameroun et la question des frontières	548
1. Une collaboration franco-britannique pour faire disparaître l'UPC du <i>Southern Cameroons</i>	551
2. Indépendance en rejoignant le Nigeria, le Cameroun ou seul ?	552
3. L'ombre française derrière la conférence de Foumban (17-21 juillet 1961) ?	558
4. La domination du Cameroun oriental ou celle des Français ? (1961-1964)	559
E. Le rôle des autorités françaises dans le contrôle des mouvements indépendantistes et d'opposition en France et à l'international.....	561
1. Étudiant·es camerounais·es en France : entre répression et tolérance.....	561
2. Surveiller les upécistes en exil.....	568
3. L'assassinat de Félix Moumié : une <i>covert action</i> française réussie ?	575

DEUXIÈME PARTIE

Faire la guerre dans un « pays indépendant » : l'implication de l'armée française dans la répression des mouvements d'opposition camerounais entre 1959 et 1965	588
---	-----

1030

A. Le maquis et la 'guérilla' upéciste : un adversaire pragmatique en recomposition constante	592
1. Battre l'Armée de Libération Nationale du Kamerun, « bras armé » de l'UPC (1959-1964).....	592
2. La 'guérilla' dans les maquis de l'ouest	599
3. Mener une répression à géométrie variable : maquis et 'guérilla' en Sanaga-Maritime et dans le Nkam.....	606
4. Mener la 'guérilla' urbaine à Douala contre les intérêts européens.....	612
B. Le dispositif militaire français au Cameroun, révélateur du renouvellement des enjeux répressifs dans un contexte de transition politique (1958-1960)	621
1. Un premier reflux de l'armée française en région Bamiléké (septembre 1958-mai 1959).....	622
2. La mise en place progressive d'une situation d'exception (mai-décembre 1959)	630
3. Des opérations militaires françaises « sous responsabilité camerounaise » (1960) ?	640
C. Une « transition » militaire : de la « nationalisation » de l'armée coloniale à la « camerounisation » de ses cadres supérieurs (1959-1965)	655
1. La création de l'armée camerounaise (août 1959 – janvier 1962).....	656
2. Les FFC après 1961 : quelle participation de l'armée française à la répression ?	665
3. Une armée camerounaise autonome (1961-1965) ?	679
D. Des populations instrumentalisées dans la 'guerre contre-révolutionnaire'	692
1. Un héritage postcolonial : déplacements forcés et camps de « regroupement »	693
2. Impliquer les civil·es : organiser la population, créer des « autodéfenses »	702
3. Des civils militairement impliqués : les « commandos » de la « garde civique »	709
E. Typologie des violences armées dans les répressions portées par les autorités civiles et militaires françaises durant la période transitionnelle (1958-1964) : quels constats ?	719
1. Une palette de violences élargies et plus létales	719

2. La « traque » et la mort des leaders : un axe majeur de la répression.....	731
3. La qualification juridique du crime de génocide.....	741

SECTION 4

ENTRE INTERDÉPENDANCE ET ÉMANCIPATION : QUELLES INFLUENCES FRANÇAISES

DANS LA RÉPRESSION DES MOUVEMENTS D'OPPOSITION AU CAMEROUN

ENTRE 1965 ET 1971 ?.....749

A. L'Assistance militaire technique (1965-1971) : des coopérants français moins nombreux, mais toujours aussi influents.....	755
1. Acteurs et missions de l'Assistance militaire technique française au Cameroun	755
2. Assurer la logistique 'contre-révolutionnaire' du gouvernement Ahidjo.....	763
B. La guerre en héritage : du transfert à la routinisation des idées et pratiques 'contre-révolutionnaires' de l'armée française au Cameroun.....	776
1. La transmission de la DGR : des pistes de recherche à explorer.....	776
2. Les pratiques 'contre-subversives' d'une guerre routinisée.....	782
C. Une « violence durable » : les camps de « regroupement », ultime legs colonial de l'armée française au Cameroun indépendant.....	790
1. De l'injonction réformatrice coloniale à sa réinterprétation postcoloniale	791
2. Survivre dans les camps de « regroupement » ... en attendant la libération ?	796
D. « L'affaire Ndongmo–Ouandié », dernier acte de la guerre contre l'UPC et manifestation du reflux de l'influence française au Cameroun (1971).....	804
1. L'affaire « Ndongmo–Ouandié », point de départ des procès de Yaoundé	806
2. Les procès de 1970-1971 et leur dénouement.....	813
E. Quel relais français à la répression politique de l'opposition camerounaise après 1971 ?	822
1. Surveiller les étudiant·es en France	822
2. La censure de <i>Main basse sur le Cameroun</i>	825

1031

SYNTHÈSE CONCLUSIVE.....835

Section 1	837
Section 2	839
Section 3	842
Section 4	847

RECOMMANDATIONS 851

Propositions du volet « Recherche » de la Commission.....	852
En France.....	852
Au Cameroun	852
Outils	853

BIBLIOGRAPHIE.....855

Histoire et mémoires	856
1. Outils, dictionnaires et ressources.....	856

2. Enjeux historiographiques.....	861
3. Les enjeux mémoriels sur le Cameroun.....	862
La présence française au Cameroun.....	866
1. Ouvrages généraux sur la colonisation	866
2. La présence française au Cameroun : généralités.....	871
3. L'occupation coloniale du Cameroun (1916-1945)	872
4. La société coloniale au Cameroun	875
Le mouvement indépendantiste au Cameroun	881
1. Acteurs et actrices.....	881
2. Leaders et militants nationalistes	882
3. Autorités coloniales et activités politiques.....	885
4. Études régionales.....	887
5. Outils et acteurs de la répression.....	891
6. Les arènes internationales.....	893
7. La guerre du Cameroun.....	897
Les mouvements d'opposition, la France et le Cameroun après 1960.....	901
1. Les intérêts français au Cameroun et en Afrique	901
2. L'État camerounais et ses outils répressifs	903
3. Le Cameroun et le reste du monde	904
Liste des travaux universitaires.....	906
1. Université de Yaoundé I.....	906
2. Université de Dschang	920
3. Université de Douala.....	922
4. The University of Bamenda	923
5. Université de Maroua.....	924
6. Université de Ngaoundéré.....	924
7. Universités en France	926
8. Autres universités.....	931

1032

INDEX 935

Index des principaux lieux	936
Index des principaux noms.....	945

ÉTAT DES SOURCES 955

GLOSSAIRE 1021

Table des sigles	1022
------------------------	------